



LA RAISON 91

Bulletin de la fédération départementale de la libre pensée essonnienne □

Sommaire :

MOT DU PRESIDENT	1-2
SUR VOS AGENDAS	1
LA VIE DE LA FEDERATION	
Les initiatives départementales	2
Après le banquet du 21 janvier 2003	2 et 6-7
La laïcisation des cimetières	3
REVUE DE PRESSE ET NOUVELLES BREVES	
Le musée d'art sacré ; une sacrée coquille vide	3
De l'union rationaliste	4
Main basse sur les antiquités irakiennes	4
ARTICLE	
Lénine à Longjumeau	5
Repas fraternel du vendredi gras (dit saint) pendant la Commune	5

Mot du président

Guerre, pacifisme, antimilitarisme, guerre juste, injuste, de libération. Pas de position unanime des Libres penseurs sur cette question, ni lors du banquet de Massy en janvier ni lors du congrès de Pontoise en 1997 qui avait inscrit "lutte contre la guerre, antimilitarisme" comme question à l'étude. Le débat continue en page 5-6 mais au-delà de nos différences d'appréciation, nous nous retrouvons pour rejeter la barbarie des guerres avec leur cortège de destructions humaines et matérielles. Nous rejetons la guerre en Irak et le cortège de mesures anti-ouvrières qui l'accompagnent dans le monde. Par delà nos différences, nous nous retrouvons avec la Commission Administrative Nationale de la L.P. pour contresigner l'appel "La République doit rester une et indivisible", non à la révision de la Constitution". En effet, des règlements différents d'une région à une autre, d'un pays à l'autre, n'est-ce pas la marque du retour au morcellement de l'Ancien Régime ? N'est-ce pas la mise en œuvre de l'Europe de la subsidiarité, de l'Europe vaticane contre l'égalité républicaine dont nous nous réclamons ?

(suite en page 2)

Sur vos agendas

- banquet du vendredi gras 18 avril 2003 à Paris 12^{ème}. Inscription auprès de Rachel Lambert accompagnée du montant du repas qui est de 23
 - Conférence de H. Pena-Ruiz sur "Ethique, morale et laïcité"
- Samedi 8 mars à 14h30, Bourse du travail –salle L Jouhaux, 8, rue de Turbigo
(organisée par les fédérations de l'Ile de France)

Par delà nos différences, nous nous retrouvons contre le Sabre et le Goupillon. C'est encourageant ; il ne suffit pas que notre fédération maintienne ses effectifs en 2002 malgré les départs, il faudra progresser dans nos effectifs, dans notre activité pour donner plus de poids à nos démarches pour le respect de la loi de séparation de 1905, contre la guerre, contre la révision de la Constitution.

Les projets ?

- une rencontre des adhérents habitant la vallée de l'Yvette (et ses environs) pour travailler sur la question à l'étude " Y a t-il une morale laïque ?". Préparez vos arguments et vos contributions.
- une réunion débat en préparation à l'IUFM d'Étioles avec des professeurs pour la fin juin.
- la poursuite des interventions auprès de la Préfecture et des sous Préfectures, des maires (Corbeil, Evry, Les Ulis etc.) pour le respect de la loi de 1905 alors que se multiplient les accommodements et que la presse relaye les appels à la modifier.
- l'amélioration de la diffusion de notre bulletin départemental. Il est possible de le faire à moindre frais par routage, mais ceci veut dire tirer à plusieurs centaines d'exemplaires, il faut des abonnés amis (possibilité de dissocier l'abonnement, 3 E, de l'adhésion à la L.P.), mais aussi un effort des Libres Penseurs adhérents pour alimenter le bulletin.

Le président, L. Couturier

La vie de la fédération

LES INITIATIVES DEPARTEMENTALES

- Le 14 janvier : bureau fédéral.
- Le 21 janvier : le banquet, 25 participants, 3 adhésions à la fédération
- Le 11 février : le bureau fédéral se réunit comme chaque deuxième mardi du mois.
 - A. A. Veysset prépare un dossier sur les débuts du nucléaire militaire dans l'Essonne.
 - B. Les membres du bureau adhérent au comité " le mouvement ouvrier international contre la guerre " et appellent à manifester contre la guerre le samedi 15 février.
 - C. L'association "droit de mourir dans la dignité" nous transmet ses coordonnées et nous remercie pour le texte de la conférence de M. Vincent sur l'euthanasie active volontaire [ADMD Essonne chez R Truteau-Fontenelle, 21, av de la République 91170 Viry-Châtillon]
 - D. Banquet du 18 avril, du vendredi dit saint, 23 E, organisé par les fédérations d'Ile de France. S'adresser à R. Lambert pour participation.
 - E. Pas de réponse du sous préfet de Palaiseau à propos d'une participation es qualité à une cérémonie protestante, ni de réponse aux courriers adressés aux maires d'Evry (Valls), Corbeil (Dassault) au sujet de leurs édifices culturels respectifs, pagode et mosquée. Le bureau décide d'un ultime courrier au sous préfet avec copie aux élus de Palaiseau.
 - F. Préparation d'une journée laïcité à l'IUFM d'Étioles en juin avec une contribution de la fédération de la L.P.
 - G. Relations avec la LDH 91 *via* une nouvelle adhérente.
 - H. Les privilèges des bonnes sœurs de Fleury à la cour d'appel administrative de Paris. Le dossier est entre les mains du Procureur. Pas de date fixée pour le réquisitoire.
 - I Y a-t-il une morale laïque ? ; c'est la question à l'étude pour le congrès de Marseille en juillet prochain. Vaste sujet... voir l'annonce de la conférence du philosophe Pena-Ruiz.

APRES LE BANQUET DU 21 JANVIER

Pour continuer le débat dans la fédération, le bureau a décidé de publier des extraits du document final sur pacifisme et antimilitarisme du congrès de Pontoise (1997) où il n'y avait pas eu de synthèse sur la question. *Vide infra*.

LA LAICISATION DES CIMETIERES

Dans le mot du président de janvier 2003, la question de la mise en place de carrés musulmans dans les cimetières a été évoquée. Des lecteurs du bulletin ont demandé des précisions que nous nous faisons un plaisir d'apporter.

Les cimetières sont devenus des terrains communaux (loi du 13 brumaire an II, du 15 brumaire an XI) : Le décret du 23 prairial XII interdit pour des raisons d'hygiène publique les inhumations dans les édifices culturels : églises, temples, synagogues, hôpitaux, chapelles publiques et dans l'enceinte des villes et des bourgs. Il translate *extra muros* le système confessionnel :

Dans les communes où l'on professe plusieurs cultes, chaque culte doit avoir un lieu d'inhumation particulier ; et dans le cas où il y aurait un seul cimetière, on le partagera par des murs, haies ou fossés en autant de parties qu'il y a de cultes différents, avec une entrée particulière pour chacun, et en proportionnant cet espace au nombre d'habitants de chaque culte. Article 15.

L'article 15 du décret a été abrogé par la loi du 14 novembre 1881, elle-même complétée par la grande loi organique qui organise les communes (loi du 5 avril 1884) l'article 97 alinéa 4 stipule parmi les pouvoirs de police municipale :

Le mode de transport des personnes décédées, les inhumations et exhumations, le maintien du bon ordre et de la décence dans les cimetières, sans qu'il soit permis d'établir des distinctions ou des prescriptions particulières à raison des croyances ou du culte du défunt ou des circonstances qui ont accompagné sa mort.

La loi établit la promiscuité dans les cimetières au grand dam des calotins d'alors qui s'estiment victimes de persécutions.

C'est donc bien la loi municipale du 05/04/84 qui comme celle de 1905, fait l'objet de demandes de révision et c'est bien l'ensemble du tissu législatif de la III^e République qui est visé dans sa cohérence.

nouvelles brèves

LE MUSEE D'ART SACRE ; UNE SACREE COQUILLE VIDE

Le journal *le Monde* du 18 janvier 2003 revient sur la question : " La situation comporte ses hypocrisies. Pour financer indirectement la construction de nouveaux lieux de culte, l'Etat et les collectivités locales¹ sont obligées d'encourager la formation d'association loi de 1901, à vocation culturelle. C'est ainsi que J. Lang a dû dire officiellement qu'il finançait un musée d'art sacré pour verser en 1988 une subvention de 76 200 euros pour la construction de la cathédrale d'Evry, qui appartient pourtant à l'Eglise comme les autres édifices catholiques bâtis après 1905."

Le musée est bien entendu resté une coquille vide... Comment refuser aux uns ce que l'on a accordé aux autres ? , souligne l'éditorialiste.

A l'inverse, nous disons "nul ne peut se prévaloir de ses propres turpitudes" : Les 76200 euros doivent être restitués par l'Eglise, les aides indirectes accordées pour la construction de pagodes, de mosquées, de synagogues doivent être remboursées. La "boîte de Pandore" de la révision et de la transgression de la loi de 1905 doit être refermée. Ni coquille vide, ni coquille pleine, retour à la stricte application de la loi.

Et pourtant, le Conseil général subventionne à hauteur de 15244,9 E la coquille vide. Au Conseil général, on répondait, il y a un an : "en ce qui concerne le musée d'art sacré, il y eut une subvention de l'Etat mais pas de subvention du Conseil général car en fait c'est un local vide où il n'y a pas de collections, où il n'y a pas d'exposition permanente. C'est un local qui sert à accueillir des expositions temporaires... lorsque les expositions ont un caractère religieux, il n'y a pas de subventions"

Local vide, mais imbriqué dans la cathédrale, dont la construction a été subventionnée par l'Etat, tout ceci est bien exact ; par contre l'absence de subvention des expositions à caractère religieux est

¹ Selon *le Monde*, Manuel Valls, le très oecuménique maire d'Evry serait un ardent partisan de la révision de la loi de séparation de 1905

une information mensongère puisque le 3 décembre 2001, le Conseil Général allouait à l'association *Bible en Essonne* une aide d'un montant de 15 244,9 E pour l'organisation d'une exposition intitulée "Bible, patrimoine culturel de l'humanité" Evidemment le caractère de prosélytisme religieux n'a pas frappé les conseillers ; Certains d'entre eux, partisans de la laïcité ouverte confondent le cultuel et le culturel. Auraient-ils été formés dans quelque jésuiterie où l'on s'accommode fort bien de tels glissements sémantiques ?

DE L'UNION RATIONALISTE

Dans un communiqué de presse de son président J.P. Kahane, l'Union Rationaliste dénonce l'organisation par le Centre Régional de Documentation pédagogique de Marseille d'un stage destiné aux enseignants d'Histoire-Géographie sur le thème "enseigner le fait religieux" du fait du prosélytisme affiché du programme. (19-20 mars)

"On ne peut attendre que la religion soit traitée comme un fait d'Histoire. La qualité des participants, explicitement mentionnée dans leurs rapports au judaïsme, au protestantisme et à la théologie catholique, montre que cette table ronde est un tremplin pour que la religion à l'école devienne réalité, comme elle l'est dans des pays voisins"

La fédération de la Libre-Pensée de l'Essonne a, en son temps, publié une brochure pour analyser les intrusions de la religion dans les manuels (elle fut parmi les premiers à décortiquer le coté partisan quasi-général développé dans les manuels d'histoire de 6^{ème}.) publie bien volontiers des extraits de cette prise de position. Le communiqué peut être consulté *in extenso* sur le site de l'Union Rationaliste www.perso.wanadoo.fr/union-rationaliste.

revue de presse

MAIN BASSE SUR LES ANTIQUITES IRAKIENNES.²

L'impérialisme a les esthètes qu'il mérite. L'article de Science rapporte qu'un groupe privé l'Archeological Institute of America essaye le lobbying de l'après Saddam, une fois que l'ordre proconsulaire américain sera installé. W. Pearstein, le trésorier de l'association, la présente comme "un groupe de collectionneurs et de conservateurs éminents qui sont en faveur d'une approche rationnelle et équilibrée de l'héritage culturel" [comprendre les Irakiens en ont trop, les Américains pas assez]. Il qualifie les lois actuelles de l'Irak, en matière de protection, de "rétentionnistes" et dit qu'il voit un gouvernement d'après-guerre qui libéraliserait la délivrance des permis de fouilles, avec des lois qui certifieraient à l'export certains objets.

Certains ne partagent pas cet avis et défendent l'honneur de l'Archéologie. : Gibson, archéologue de l'Université de Chicago dit qu'il faut rester vigilant "the carpetbaggers and scalawags go in to make money"³ – la main basse sur les trésors de la Mésopotamie.

Je suis allé récemment visiter le musée Guimet. Certaines statues, des têtes de Bouddha, sont accompagnées de la mention : origine indéterminée; Ce qui veut dire diplomatiquement, provenant d'un pillage organisé.

Faudra-t-il voir dans quelque temps les prestigieux musées de Chicago exhiber quelques belles pièces avec la mention origine indéterminée ?

Ce n'est pas parce que les impérialistes français et anglais ont rempli au 19^{ème} siècle leurs musées respectifs du produit de leurs larcins qu'il faut laisser les impérialistes américains procéder de même en Irak. Le patrimoine archéologique de la Mésopotamie est celui de l'Humanité. Il doit rester sur place, ne pas être livré aux rapines d'un proconsul américain et de sa soldatesque.

A.P⁴

² D'après un article de A. Lawler: Impending war strikes battle over fate of iraqi antiquities. *Science* (2003) 299, 643

³ Une allusion très directe aux marchands de biens et aux politicards véreux qui suivaient la progression des armées yankee dans le sud pendant la guerre de secession, achetant à bas prix les domaines et méprisant tout autant les droits des esclaves libérés. Cette image est très forte pour les Américains.

Article

LENINE A LONGJUMEAU ET A BICYCLETTE.⁵

L'été 1911 voit la tenue d'une école de formation du parti bolchevique à Longjumeau. Comment en est-on arrivé là ? Dans les années 1910, Lénine essaie de contrer les activités de la fraction dirigée par Gorki et Lounarcharski, favorable à une action exclusivement clandestine des constructeurs de dieu. Ces partisans veulent donner une nouvelle religion au peuple, fondée sur la déification de l'Humanité et ont leur propre centre installé à Capri où réside alors Gorki.

Durant l'été 1910, Lénine se rend à Capri, débauche une partie des élèves pour ouvrir une école de formation en 1911 à Longjumeau.

Sur les bicyclettes, cadeaux de sa mère, Lénine et son épouse sillonnent la région parisienne et découvrent Longjumeau, alors un grand village de 2500 habitants qui s'étire sur sa grande rue. La bourgade est à la fois suffisamment éloignée de Paris pour y tenir un "séminaire" et proche par le train d'Arpajon qui la relie à Paris.⁶ Les Oulianov s'installent à Longjumeau et continuent leurs activités cyclotouristiques :

De N. Kroupskaia à A. Oulianova (sa belle sœur) :

"Longjumeau le 11 août 1911, Volodia profite assez bien de l'été. Il s'est organisé pour travailler en plein champ, il fait beaucoup de bicyclette, se baigne et est satisfait par notre villégiature. Cette semaine nous avons tous deux roulé à bicyclette comme des fous... mais à la faveur de ces promenades, le travail reste en place"

C'est d'abord au 17 Grande rue, chez M. Duchon, dans une menuiserie située au fond de la cour que se situe l'école. Par la suite, en mai 1911, d'autres locations viendront compléter le dispositif, au 60 et 91 grande rue. I. Armand s'occupe de l'intendance et doit faire passer l'école de formation comme un séminaire de vacances pour des instituteurs russes auprès des curieux. L'école comptera 17 élèves et 13 enseignants sur les mois de juillet et août 1911 parmi lesquels citons Riazanov, Kamenev, Zinoviev, Rappoport, Steklov.

Le programme des cours est copieux mais laisse aux Oulianov quelques loisirs à bicyclette et le plaisir de la baignade, aux élèves, dans l'Yvette [qui devait déjà être pas mal polluée par les nombreuses tanneries comprises entre Chevreuse et Longjumeau].

Evidemment, ce que les historiens considèrent comme un interlude heureux ne dure qu'un été. C'est le retour à Paris dans une situation politique qui voit monter les tensions en Europe avec la première guerre des Balkans. Rappelons pour la petite histoire du département, le suicide de Paul et Laura Lafargue à Draveil le 26 novembre 1911. Lénine prononce un discours lors des obsèques.

Mais revenons au cyclotourisme par un extrait d'une lettre de Lénine à sa mère 07/04/12 de Paris :

"Ici, il semble que le printemps soit précoce cette année. Il y a quelques jours, je suis retourné à bicyclette dans la forêt. Tous les arbres fruitiers dans les jardins sont fleuris de blanc, comme arrosés de blanc ; le parfum est merveilleux, ce printemps est un délice"

REPAS FRATERNEL DU VENDREDI GRAS (DIT SAINT) PENDANT LA COMMUNE DE PARIS

Le *Cri du peuple* du 02/04/1871 annonce : "Un banquet de Libres penseurs est organisé pour le jour du vendredi saint... On s'inscrit tous les jours à " *la marmite* ", 4 rue du château, 14^{ème} arrondissement".

Ce journal nous signale le 12/04/71 que le banquet s'est bien tenu "L'abondance des matières nous empêche, à notre grand regret, de publier le compte-rendu du banquet des Libres Penseurs du 14^{ème}

⁴ P.S. Après relecture, j'ai été frappé par l'ampleur du problème: L'Etat (en France, dans d'autres pays c'est déjà fait) privatise les musées qui deviennent esthétisants: présentation de quelques belles pièces au détriment des collections. Cette évolution de la muséographie conduit la libéralisation du patrimoine artistique qui devient une valeur marchande comme les autres: à ce jeu là, il n'y a pas que du pétrole en Irak. Marchands d'art, marchands de canons, même combat!

⁵ Etabli à partir des notes communiquées par A. Veysset et L. Couturier

⁶ Certains se souviendront des rails de ce train qui subsistaient jusqu'aux années 1960 porte d'Orléans. Elles constituaient des pièges redoutables pour les cyclistes qui y engageaient leur roues.

arrondissement. Disons seulement que de vives protestations s'y sont élevées contre les cruautés ordonnées par le gouvernement sacrilège de Versailles"⁷

Extraits des textes du congrès de Pontoise (1997). Lutte contre la guerre, antimilitarisme; la discussion continue.

1 – Les positions des libres penseurs, unanimes pour dénoncer l'esprit belliciste et les intérêts privés fauteurs de guerre, sont diverses sur le contenu de l'antimilitarisme qui est leur référence commune. Les uns se prononcent contre tout recours aux armes qu'ils estiment intimement lié à l'existence d'une armée, quelle qu'elle soit, fut-elle de libération du joug colonial ou d'une oppression nationale. Leur position, à l'une des extrémités de l'éventail des positions des libres penseurs, est d'ailleurs parfaitement intégrée à l'ensemble des idées de la Libre Pensée. Elle est assimilable à celle de la non-violence intégrale, qui est d'ailleurs différente d'une autre position - elle-même légitimement représentée au sein de la Libre Pensée - celle de l'objection de conscience ; elle est différente puisque certains objecteurs ne refusent pas un service spécial, adapté par exemple dans ce qui est appelé la coopération.

A l'autre extrémité de l'éventail, on trouvera des camarades - également parfaitement à leur place dans la Libre Pensée - dont l'antimilitarisme veut dire refus du militarisme, c'est-à-dire de la subordination de la vie sociale au dit militarisme, lourd de potentialités dictatoriales. Ces camarades opposent l'armée de métier, armée de mercenaires à la mission du maintien de l'ordre dans les affaires intérieures (en cas de grèves, manifestation, insurrection populaire) à l'armée de conscription. Celle-ci, à leurs yeux, devrait offrir des garanties démocratiques, souvent bafouées, mais qu'il appartient aux mouvements se réclamant de la démocratie de faire respecter. C'est la notion de " *mandat* " fixé à telle ou telle force armée qui ressort ici. L'armée permanente permet-elle qu'un tel mandat puisse être exercé au service des intérêts vraiment populaires ?

La " *nation en armes* " de 1792-1793 est-elle aujourd'hui encore une perspective réaliste ? Ne faut-il pas, pensent certains camarades, lui substituer celle du " *peuple en armes* " comme la Commune de Paris nous en a offert l'exemple, où les bataillons recrutés parmi les citoyens avaient pour fonction de défendre, y compris les armes à la main, les conquêtes sociales et démocratiques contre la réaction militariste et cléricale des versaillais conduits par Thiers ? L'Espagne républicaine n'a-t-elle pas, de l'avis de camarades, offert une autre image avec les milices ouvrières et paysannes armées au service de leurs intérêts ? En tout état de cause, la suppression de la conscription représente une véritable privatisation de l'armée, en application du principe de subsidiarité constamment affirmé par l'Union européenne.

A ces questions posées depuis longtemps, s'en ajoutent d'autres, liées à la construction européenne selon les critères de Maastricht. En effet, les consortiums financiers, industriels et commerciaux, semblent désormais devoir diriger toute la politique à laquelle se subordonnent les gouvernements nationaux : demain va-t-il voir s'édifier, loin de tout contrôle démocratique, aussi faible soit-il, une armée européenne de stipendiés du capital international ayant pour fonction de museler les peuples qui n'accepteraient pas la dictature des banques et du Fonds monétaire international ? Cette question, vraiment angoissante, tous les libres penseurs se la posent.

2 – Par delà leurs différences, les libres penseurs se reconnaissent pour l'essentiel dans un texte écrit par un maire en 1922 sur le monument aux morts de Saint-Martin d'Estreaux :

Bilan de la guerre
Plus de douze millions de morts !
Autant d'individus qui ne sont pas nés !
Plus encore de mutilés, de blessés, veuves et orphelins.
Pour d'innombrables milliards de destructions diverses.
Des fortunes scandaleuses édifiées sur les misères humaines.
Des innocents au poteau d'exécution.
Des coupables aux honneurs.
La vie atroce pour les déshérités.
La formidable note à payer.

La guerre aura-t-elle enfin
assez provoqué de souffrances et de misères... ?
Assez tué d'hommes... ?
pour qu'à leur tour les hommes aient l'intelligence
et la volonté de tuer la guerre... ?

⁷ D'après la Commune (1977) 8, 131-132

Suite de l'extrait

**Si vis pacem, para bellum !... ou
Si tu veux la paix, prépare la paix ! doit être la formule de l'avenir**

C'est-à-dire :

Qu'il faut améliorer l'esprit des nations
en améliorant celui des individus
par une instruction assainie et largement répandue.

Il faut que le peuple sache lire.
Et surtout comprendre la valeur de ce qu'il lit.

Si tout l'effort produit...
Et tout l'argent dépensé pour la guerre
l'avaient été pour la paix...,
pour le progrès social, industriel et économique ?
Le sort de l'humanité serait bien différent.

La misère
serait en grande partie bannie de l'univers, et
les charges financières qui pèseront sur les générations
futures, au lieu d'être odieuses et accablantes...
seraient au contraire
des charges bienfaisantes de félicités universelles.

Maudite soit la guerre, et ses auteurs.

C'est cet immense gâchis, cette terrifiante culture de la haine, ce repoussant aspect " école du crime " que le maire de Saint-Martin dénonçait en 1922. Nous faisons nôtre ce texte du maire parce que nous sommes tous d'accord pour rejeter, en tant que libres penseurs, la barbarie des guerres décidées par les forces de l'argent et de l'obscurantisme avec leurs cortèges de destructions matérielles et humaines qui représentent chaque fois un terrible bond en arrière pour la civilisation.

Ce manifeste pacifiste peut donc constituer la référence commune des libres penseurs qui, par ailleurs, sont nombreux à soutenir le projet de loi élaboré par les sénateurs Sérusclat, Authié, Bergé-Lavigne, Bialski et Bœuf en faveur du " désarmement unilatéral de la France ". Rappelons aussi à ce propos que la Libre Pensée adhère aux Forces libres de la paix.

NON A L'INTERVENTION MILITAIRE EN IRAK !

Appel conjoint de "not in our name" USA et "Pas en notre nom" France

PNN, 56, avenue Diderot 94100 Saint-Maur,

www.pas-en-notre-nom.org

NOT IN OUR NAME, 158 church street, PMB9, New York. NY 10007 USA

www.nion.us

Comité "le mouvement ouvrier international contre la guerre"

Roberto Tornamira. Rtornamira@madrid.ugt.org

LA REPUBLIQUE DOIT RESTER UNE ET INDIVISIBLE

NON A LA REVISION DE LA CONSTITUTION.

Appel lancé par 69 syndicalistes, démocrates a été présenté par J. Salamero lors d'une conférence de presse.

C'est à la mi-mars que le Congrès est convoqué à Versailles pour statuer sur le projet Raffarin de décentralisation (qui demande une modification préalable de la Constitution).

Les 2/3 des adhérents, le bureau unanime ont contresigné l'appel.

Pour toute correspondance s'adresser au siège ou à picaud.alan@free.fr

Le bulletin: Appel aux manuscrits.

Pour assurer une parution régulière du bulletin et améliorer son attractivité, il nous faut des articles, notes de lecture, histoire locale comme celle du curé de Crosnes, compte rendus d'interventions locales etc. Nous pourrions même publier des textes plus ambitieux susceptibles d'être repris dans la Raison. Pour des raisons éditoriales, je préférerais que les manuscrits me parviennent chaque fois que c'est possible par mail à picaud.alan@free.fr

Je signale aux lecteurs la traduction en français de texte de J. Madison (1765) "Memorial and remontrance against religious assessments" qui n'apparaît pas avoir été traduit antérieurement. La fédération aurait ainsi fait une première. En faire la demande à picaud@ibp.u-psud.fr

A.P.



Les articles signés n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs



Nous invitons nos adhérents à nous adresser notes de lecture, dessins, revue de presse nationale ou départementale, extraits de bulletins municipaux ou paroissiaux, interviews, reportages en rapport avec les objectifs de l'association Il n'y a pas de comité de rédaction. L'élaboration du bulletin est sous la responsabilité directe du bureau.

La libre pensée sur les ondes

Le 2ème dimanche du mois, la libre-pensée est sur France Culture de 9h40 à 9h55

Bulletin d'adhésion à la libre Pensée

NOM

Prénom

Adresse

Ville

Tel./Fax/E.mail

Désire adhérer à la Fédération de l'Essonne et entrer en contact avec les libres penseurs

Bulletin à retourner à LP chez R. Lambert 27 Grande Rue 91360 Epinay-sur-Orge

Cotisations 2002

Son montant est fixé à 60 E et se ventile ainsi :

- 52 E à la fédération nationale, somme comprenant l'abonnement au journal " La Raison " et le soutien à " entraide et solidarité

- 3 E pour abonnement au bulletin départemental, la Raison 91 (4 bulletins / an)

- 5 E pour le financement de la vie de la Fédération

Association régie par la loi de 1901 ; affiliée à la Libre Pensée, 10-12 rue des fossés saint Jacques 75005 Paris. Pour en savoir plus sur les buts et moyens de l'association, consulter le site Internet

<http://www.multimania.com/librepensee> ou écrire à Libre.Pensee@wanadoo.fr

Abonnements simples

Les personnes physiques ou morales peuvent souscrire un abonnement simple à 3 E

Retournez la demande à R. Lambert 27 Grande Rue 91360 Epinay-sur-Orge ou

communiquez votre adresse électronique à picaud@ibp.u-psud.fr

En dernière minute: On nous communique l'adresse où le banquet du vendredi dit saint doit avoir lieu: C.I.S.P., au 6 avenue M. Ravel, 75012 Paris. Rendez-vous à 20

Pte de Vincennes: Place L 12 - Jermantx / Pte E Sourvest